



**CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION  
BENI MELLAL-KHENIFRA**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

**Appel d'offres ouvert simplifié sur offre de prix n° 02/2025  
(Séance publique)**

**OBJET :**

**PRESTATIONS D'HEBERGEMENT POUR LE COMPTE DU CENTRE REGIONAL  
D'INVSTISSEMENT DE LA REGION BENI MELLAL-KHENIFRA**

**Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales, aux coopératives, aux unions de  
coopératives et auto-entrepreneurs.**

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en séance publique, passé en vertu des dispositions du décret  
n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.





## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : MODE DE PASSATION .....	4
ARTICLE 2 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE .....	4
ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX .....	4
ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHE .....	5
ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE .....	5
ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE .....	5
ARTICLE 8 : NANTISSEMENT .....	5
ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE .....	6
ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RISQUES .....	6
ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHE .....	6
ARTICLE 12 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX .....	6
ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF .....	7
ARTICLE 14 : DROITS, IMPOTS ET TAXES .....	7
ARTICLE 15 : RECEPTION PROVISoire-RECEPTION DEFINITIVE .....	7
ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD .....	8
ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT .....	8
ARTICLE 18 : FORCE MAJEURE .....	8
ARTICLE 19 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DU TRAVAIL .....	8
ARTICLE 20 : MESURES DE SECURITE .....	9
ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .....	9
ARTICLE 22 : REGLEMENT DES DIFFERENTS ET LITIGES .....	9
ARTICLE 23 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT .....	9
ARTICLE 24 : CONSISTANCE ET LIEUX DES PRESTATIONS : .....	9
ARTICLE 25 : DESCRIPTIFS DES PRESTATIONS : .....	10
ARTICLE 26 : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF .....	11





## PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert sur offres de prix en séance publique, passé en application des dispositions du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

### ENTRE

Le Centre Régional d'Investissement de la Région Béni Mellal-Khénifra, représenté par son Directeur Désigné ci-après par le terme "Maître d'ouvrage",

### D'UNE PART

### ET

Monsieur / Madame ..... en qualité .....  
Agissant au nom et pour le compte de ..... (Raison sociale et forme juridique)  
en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social .....  
Registre de commerce de ..... Sous le n° .....  
Taxe Professionnelle n° .....  
Identifiant Fiscal n° .....  
ICE n° : .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) .....  
Ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « prestataire »

### D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT







## ARTICLE 1 : MODE DE PASSATION

Le présent appel d'offres simplifié est lancé conformément aux dispositions du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

## ARTICLE 2 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : **Prestations d'hébergement pour le compte du Centre Régional d'Investissement de la Région Beni Mellal-Khénifra.**

Ces prestations sont au profit :

Des invités du CRI BMK à l'occasion des journées, événements et rencontres organisés par le centre.

Du personnel du CRI Beni Mellal Khénifra à l'occasion des missions de déplacement à l'intérieur du Royaume et à l'étranger pour participer aux événements, formations, rencontres...

## ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché découlant du présent appel d'offres comprennent :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret Royal 2-01-2332 du 22 Rabii I-1423 (juin 2002), CCAG-EMO.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

## ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX

1. Le Dahir n°1-19-18 du Joumada II 1440 (13 février 2019) portant promulgation de la loi n° 47-18 relative à la réforme des Centres Régionaux d'Investissement et la création des Commissions Régionales Unifiées d'Investissement ;
2. Le décret n° 2.19.67 du 11 Châabane 1440 (17 avril 2019) pris pour l'application de la loi n° 47-18 relative à la réforme des Centres Régionaux d'Investissement et la création des Commissions Régionales Unifiées d'Investissement ;
3. Le décret N° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
4. Le décret n° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (04/06/2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat, désigné sous le vocable « CCAG-EMO » (B.O. n° 5010 du 06/06/2002) ;
5. Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement des intérêts moratoires relatives aux commandes publiques ;
6. La loi n°69-00 organisant le contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes, promulguée par le dahir n°1-03-195 du 16 Ramadan 1424 (11 novembre 2003) ;
7. Le dahir n°1-15-05 du 29 Rabii II 1436 / (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112.13 relatives au nantissement des marchés publics ;







8. Le décret royal n°330-66 du 10 Moharram 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique, modifié par le dahir n°1-77-659 du 25 Chaoual 1397 (09/10/1977) complété par le décret n°2-79-512 du 25 Joumada II 1400 (12/05/80) ;

De même, il doit être tenu compte de tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de l'acte d'engagement. Dans le cas où ces textes prescrivant des clauses contradictoires, le titulaire de marché doit se conformer au plus récent d'entre eux.

Le prestataire devra, s'il ne les possède pas, se procurer ces documents. Il ne pourra en aucun cas, invoquer leur ignorance pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

## ARTICLE 5 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le délai d'exécution est de **Douze (12) Mois** à compter de la date prescrivant le commencement de la réalisation des prestations du marché figurant dans l'ordre de service.

## ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire, qu'après son approbation par le Directeur du Centre Régional d'Investissement de la Région Beni Mellal Khénifra.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Les modalités de prorogation du délai de notification de l'approbation sont celles fixées à l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 CHAABANE 1444 (8 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

## ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

A défaut d'avoir élu domicile au Maroc au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au marché sont valablement adressées au siège du titulaire dont l'adresse est indiquée sur l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de (15) quinze jours suivant le changement de domicile.

## ARTICLE 8 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), il est prévu que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du présent marché, sera opérée par les soins du Directeur du Centre Régional d'Investissement de la Région Beni Mellal Khénifra.
- L'autorité chargée de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou subrogation, des renseignements et les états prévus à l'Article 8 de loi n° 112-13 est le Directeur du Centre Régional d'Investissement de la Région Beni Mellal Khénifra.
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Directeur du Centre Régional d'Investissement de la Région Beni Mellal Khénifra, seul qualifié pour recevoir les créanciers du titulaire du présent marché.





En cas de nantissement du marché, le maître d'ouvrage délivrera sans frais, au contractant, sur sa demande et contre accusé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché, conformément aux dispositions de dahir 1-15-05 du 19 février 2015 portant promulgation de la loi 112-13 relative au nantissement des marchés.

## ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE

En application de l'article 151 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics, si le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché. Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le prestataire est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises.

Le prestataire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis de son personnel et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Le prestataire est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées. Le prestataire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

## ARTICLE 10 : ASSURANCES ET RISQUES

Le prestataire doit souscrire aux assurances couvrant les risques inhérents à l'exécution des prestations, objet de cet appel d'offres, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et approuvé par le décret N°02-05-1433 du 06 Dou al Kaâda 1426 (28 décembre 2005).

Cette police d'assurance doit être souscrite auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le Ministre de l'Economie et des Finances.

La copie de la police d'assurance doit être soumise au maître d'ouvrage avant l'exécution des prestations.

## ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-EMO et du Décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

## ARTICLE 12 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires fermes et non révisables.







Les sommes dues au Titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

En établissant ses prix, le titulaire est réputé avoir examiné en détail et avoir tenu compte de toutes les incidences de l'exécution des prestations objet du présent CPS.

### ARTICLE 13 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **6 000,00 Dhs (Six mille Dirhams)**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO et l'article 24 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

### ARTICLE 14 : DROITS, IMPOTS ET TAXES

Les droits, impôts et taxes de toute nature auxquels donnerait lieu le présent CPS sont à la charge du titulaire du marché.

### ARTICLE 15 : RECEPTION PROVISOIRE-RECEPTION DEFINITIVE

Il sera procédé par le maître d'ouvrage à la réception provisoire partielle des prestations à la fin de chaque trimestre. Si le prestataire a bien rempli ses obligations contractuelles, un procès-verbal de réception provisoire partielle sera dressé et signé par le prestataire et les représentants du maître d'ouvrage.

A la fin du marché, La réception définitive sera prononcée. Un PV de réception sera établi à cet effet et signé par le prestataire et les représentants du maître d'ouvrage.

Si au cours de l'exécution des prestations, la commission constate que les prestations ne répondent pas aux exigences du marché, le titulaire devra alors soit remplacer les prestations rejetées, soit leurs apporter toutes les modifications demandées pour les rendre conformes aux spécifications exigées, sans que cela coûte que ce soit au maître d'ouvrage, seul le titulaire en subira les conséquences.





## ARTICLE 16 : PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations ou à défaut d'avoir intervenu dans le délai d'intervention sur lequel il s'est engagé, il sera appliqué à l'encontre du titulaire, sans préjudice de l'application de l'article 42 du CCAG-EMO précité, une pénalité journalière de

1‰ (un pour mille) du montant initial du marché modifié ou complété le cas échéant des montants des avenants. Le montant total de ces pénalités sera déduit d'office des sommes dues au titulaire du marché.

Le montant total des pénalités est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant initial du marché modifié ou complété le cas échéant des montants des avenants.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrit au titre du présent marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

En cas de nantissement du marché, le maître d'ouvrage est tenu d'informer le bénéficiaire du nantissement des pénalités de retard appliquées au titulaire du marché conformément à la loi 112-13 relative au nantissement des marchés publics.

## ARTICLE 17 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué trimestriellement après réception provisoire des prestations sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix aux quantités réellement exécutées, et en application des pénalités de retard le cas échéant.

Le prestataire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture établie en quatre (4) exemplaires.

Sur ordre de virement du maître d'ouvrage, les sommes dues au prestataire seront versées au Compte ouvert au nom du titulaire précisé dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

Le titulaire du marché issu de cet appel d'offres devra en temps utile, notifier par écrit tout changement, dans le numéro et la domiciliation de son compte courant.

## ARTICLE 18 : FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, événement imprévisible hors du contrôle des deux parties tel prévu aux articles 268 et 269 du Dahir du 9 Ramadan 1331 (12/08/1913) formant code des obligations et des contrats, le marché peut faire l'objet d'un avenant étant précisé toutefois qu'aucune indemnité ne peut être accordée au prestataire.

Le prestataire qui invoque le cas de force majeure devra aussitôt après l'apparition d'un tel cas, et dans un délai de sept (07) jours, adresser au Centre Régional d'Investissement de la Région Béni Mellal-Khénifra une notification par lettre recommandée avec accusé de réception établissant les éléments constitutifs de la force majeure et ses conséquences sur la réalisation des prestations.

Dans tous les cas le prestataire devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer dans les plus brefs délais la reprise normale de l'exécution des prestations affectées par le cas de force majeure.

## ARTICLE 19 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DU TRAVAIL

Le prestataire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.







## ARTICLE 20 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.

## ARTICLE 21 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par une personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire pour lui-même ou par personne interposée des promesses des dons ou des présents en vue d'influencer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché.

## ARTICLE 22 : REGLEMENT DES DIFFERENTS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le prestataire, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents de la Ville de Beni Mellal.

## ARTICLE 23 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbres ou d'enregistrement du marché auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales sont à la charge du prestataire.

## ARTICLE 24 : CONSISTANCE ET LIEUX DES PRESTATIONS :

Le titulaire du marché sera chargé de la gestion complète de l'hébergement au profit des invités du centre à la ville de Beni Mellal et du personnel du centre au Maroc (hors Beni Mellal) et l'étranger.

Cette responsabilité implique la réalisation de réservation de chambres single dans des hôtels classés 3,4 et 5 étoiles selon le choix du maître d'ouvrage.

Ces réservations doivent être effectuées en stricte conformité avec les conditions et les emplacements spécifiés dans une demande de réservation émise par le maître d'ouvrage. Cette demande sera communiquée au titulaire du marché par tout moyen jugé approprié par le maître d'ouvrage (mail, fax...).

Le titulaire est tenu de maître en œuvre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer une réponse immédiate aux demandes émanant du maître d'ouvrage.

Il est essentiel que les hôtels choisis offrent une qualité d'accueil, de service et de restauration exceptionnelle comprenant des normes d'hospitalité élevées, des services de premier ordre pour les clients, ainsi qu'une expérience d'hébergement satisfaisante.

La sélection des établissements hôteliers devra être faite en concertation avec le maître d'ouvrage.

Les établissements hôteliers doivent satisfaire aux exigences définies en termes de confort, de sécurité et d'équipements nécessaires afin de garantir un séjour agréable pour les bénéficiaires





Il est à signaler que tout manquement, absence ou retard dans la réactivité du prestataire sera considéré comme une violation de ses engagements et pourra entraîner l'application des pénalités spécifiées dans le présent marché.

## ARTICLE 25 : DESCRIPTIFS DES PRESTATIONS :

**Prix n° 1 : Hébergement dans un hôtel 4\* chambre single en Demi-pension (diner et petit déjeuner) à la ville de Beni Mellal au profit des invités du CRI BMK :**

Le prestataire doit assurer l'hébergement des invités du CRI BMK, à l'occasion des journées et des rencontres organisées par le centre, **dans un hôtel 4\* ou similaire à la ville de Beni Mellal**. Une demande de réservation détaillant les noms des bénéficiaires et de l'établissement hôtelier, la date de la réservation sera transmise au titulaire 24 heures au moins avant la date prévue de la réservation.

**Prix n° 2 : Hébergement dans un hôtel 5\* chambre single en BB (Bed & Breakfast) au MAROC (hors la ville de Beni Mellal) au profit du personnel du CRI BMK :**

Le prestataire doit assurer l'hébergement du personnel du CRI BMK, à l'occasion des missions de déplacement, **dans un hôtel 5\* ou similaire à l'intérieur du royaume**. Une demande de réservation détaillant les noms des bénéficiaires et de l'établissement hôtelier, la date de la réservation sera transmise au titulaire 24 heures au moins avant la date prévue de la réservation.

**Prix n° 3 : Hébergement dans un hôtel 4\* chambre single en BB (Bed & Breakfast) au MAROC (hors la ville de Beni Mellal) au profit du personnel du CRI BMK :**

Le prestataire doit assurer l'hébergement du personnel du CRI BMK, à l'occasion des missions de déplacement, **dans un hôtel 4\* ou similaire à l'intérieur du royaume**. Une demande de réservation détaillant les noms des bénéficiaires et de l'établissement hôtelier, la date de la réservation sera transmise au titulaire 24 heures au moins avant la date prévue de la réservation.  
Ce prix est rémunéré à la nuitée.

**Prix n° 4 : Hébergement dans un hôtel 3\* chambre single en BB (Bed & Breakfast) au MAROC (hors la ville de Beni Mellal) au profit du personnel du CRI BMK :**

Le prestataire doit assurer l'hébergement du personnel du CRI BMK, à l'occasion des missions de déplacement, **dans un hôtel 3\* ou similaire à l'intérieur du royaume**. Une demande de réservation détaillant les noms des bénéficiaires et de l'établissement hôtelier, la date de la réservation sera transmise au titulaire 24 heures au moins avant la date prévue de la réservation.  
Ce prix est rémunéré à la nuitée.

**Prix n° 5 : Hébergement dans un hôtel 4\* chambre single en BB (Bed & Breakfast) à l'étranger au profit du personnel du CRI BMK :**

Le prestataire doit assurer l'hébergement du personnel du CRI BMK, à l'occasion des missions de déplacement, **dans un hôtel 4\* ou similaire à l'étranger**. Une demande de réservation détaillant les noms des bénéficiaires et de l'établissement hôtelier, la date de la réservation sera transmise au titulaire 10 jours au moins avant la date prévue de la réservation.  
Ce prix est rémunéré à la nuitée.







## ARTICLE 26 : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

Objet : Prestations d'hébergement pour le compte du Centre Régional d'Investissement de la Région Beni Mellal-Khénifra.

Prix n°	Caractéristiques	Unité	QTE	Prix unitaire (H.T)	Prix total (H.T)
1	Hébergement dans un hôtel 4* chambre single en demi-pension (dîner et petit déjeuner) à la ville de Beni Mellal au profit des invités du CRI BMK.	Nuitée x personne	70		
2	Hébergement dans un hôtel 5* chambre single en BB (Bed & Breakfast) au MAROC (hors la ville de Beni Mellal) au profit du personnel du CRI BMK.	Nuitée x personne	20		
3	Hébergement dans un hôtel 4* chambre single en BB (Bed & Breakfast) au MAROC (hors la ville de Beni Mellal) au profit du personnel du CRI BMK.	Nuitée x personne	40		
4	Hébergement dans un hôtel 3* chambre single en BB (Bed & Breakfast) au MAROC (hors la ville de Beni Mellal) au profit du personnel du CRI BMK.	Nuitée x personne	40		
5	Hébergement dans un hôtel 4* chambre single en BB (Bed & Breakfast) à l'étranger au profit du personnel du CRI BMK.	Nuitée x personne	50		
Total (HT)					
TVA (10%)					
Total (TTC)					

Fait à ....., Le.....

Signature et cachet du prestataire





Appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix n°02/2025

Objet : Prestations d'hébergement pour le compte du Centre Régional d'Investissement de la Région Beni Mellal-Khénifra.

Dressé par :

Centre Régional d'Investissement  
Beni Mellal-Khénifra  
Chef de Division Ressources  
  
Fatima Ezzahra EL BOUKILI

Beni Mellal, le 20 JAN 2025

Vu et vérifié par :

Mourad RADOVANE  
Chef de Service Contrôle Interne  
Centre Régional d'Investissement  
Beni Mellal-Khénifra

Beni Mellal, le 20 JAN 2025

**Signatures des parties contractantes :**

Le Directeur du Centre Régional  
d'Investissement de la Région Beni Mellal -  
Khénifra

Centre Régional d'Investissement  
Beni Mellal-Khénifra  
Directeur Général (D.I.)  
Adil AZMI

Beni Mellal, le 21 JAN 2025

Le prestataire :

Lu et accepté